

La crise alimentaire en Haïti : mise en évidence des problèmes clés du processus de stabilisation

Amélie Gauthier
Chercheure
Programme paix et sécurité, FRIDE

Haïti a été durement touché par la crise alimentaire mondiale, provoquant des émeutes dans tout le pays, la mort de cinq personnes, des victimes de coup de feu, une tentative d'occupation du Palais National, ainsi que le renvoi du premier ministre quelques semaines seulement avant l'ouverture de la Conférence internationale des Bailleurs de Fonds à Port-au-Prince. Pendant l'année 2007, des progrès significatifs ont été faits, la violence a diminué et l'opération de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSTAH) a réorienté ses efforts sur le renforcement de l'État. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact réel de ces émeutes sur les progrès accomplis. Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement, certains observateurs déclarent déjà que les effets sont catastrophiques. L'impact d'une pénurie générale de nourriture dans un pays souffrant déjà d'une crise structurelle profonde pourrait menacer sérieusement tous les résultats obtenus jusqu'à maintenant par la MINUSTAH et par la communauté internationale.

L'augmentation drastique des prix de produits alimentaires a été l'élément déclencheur de tensions au cours des derniers mois. Déjà, au mois de février de cette année, la population demandait des subventions et de l'aide au gouvernement afin de combattre la hausse des prix.¹ Le gouvernement a initialement déclaré qu'il était incapable de répondre et qu'il ne prendrait aucune mesure d'aide à la population. Cette réponse antipathique a valu au gouvernement le vote d'une motion de censure au parlement le 28 février ainsi que plusieurs jours de manifestations en face du Palais National de Port-au-Prince. À ce moment là, la question était de savoir si on testait le leadership du premier ministre Jacques Edouard Alexis ou sa capacité de convoquer les ex- *chimères* dans une démonstration de force devant le palais.² La situation était déjà fragile; la faiblesse du gouvernement, ses liens continus avec les *chimères* ainsi qu'une population affamée et en colère contribuant aux tensions. Ce qui est arrivé à la fin du mois de février fut le prélude des soulèvements actuels.

¹ Le prix du riz a doublé au cours des six derniers mois. Christie, Michael., "Haïti not descending into instability – minister", Reuters. <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/KH11-7DJ3M5?OpenDocument&rc=2&emid=ACOS-635P2K>. "La misère , al nouvelle cible", *Le Nouvelliste*, 16 Avril 2008.

² "L'actualité en question", *Le Nouvelliste*, 26 février 2008. <http://www.lenouvelliste.com/article.php?PubID=1&ArticleID=54698>

Manifestations de la faim ou émeutes infiltrées par des gangs ?

Au moment de rédiger ce document, les grandes villes d'Haïti sont complètement paralysées depuis des jours. Le pays est une victime de plus de la crise alimentaire globale. D'après les experts, les causes semblent provenir d'une combinaison de facteurs : l'agriculture est remplacée par la culture de bio fuel, une augmentation de la demande des produits alimentaires des marchés émergents et la réduction des exportations de riz. Haïti est touché principalement par la hausse des prix à l'importation; de 25 à 30% du budget national est dépensé pour l'importation de produits alimentaires et les dépenses pour le riz s'élèvent à 270 millions de dollars. L'augmentation des prix l'année dernière, estimée à 40%, a rendu la vie encore plus difficile pour les 56% d'Haïtiens vivant dans l'extrême pauvreté, ainsi que pour les 76% d'Haïtiens vivant avec moins de deux dollars par jour.³ Le prix des transports a augmenté de 50% ces derniers jours ; 22 stations d'essence ont été vandalisées, les traditionnels « tap-taps »⁴ sont hors-service. Haïti subit les mêmes émeutes, qui touchent d'autres pays comme l'Égypte, les Philippines, le Cameroun, le Sénégal et la Palestine, bien qu'il soit le seul avec des morts liés à ces révoltes.

On s'interroge de plus en plus à savoir si les manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays étaient uniquement liées à la hausse du coût de la vie et plus précisément des aliments de base. Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues afin d'exiger des solutions du gouvernement. Pourtant au-delà des manifestations, les actes de vandalisme et de pillage à l'encontre du secteur privé, l'utilisation de la violence, le nombre de morts et de victimes de coups de feu et les agressions envers les journalistes devraient attirer l'attention. Tout cela rappelle les jours sombres précédant l'exil de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide en 2004.

Certains observateurs soutiennent que des réunions clandestines de Lavalas ont eu lieu ces derniers mois afin de créer des cellules et de préparer les élections de 2011.⁵ Les manifestations dues à la hausse des prix de la nourriture ont joué en leur faveur et ils ont profité de la situation pour semer le chaos dans le pays. De nouvelles protestations contre la MINUSTAH ont eu lieu et le personnel militaire et policier a été attaqué : trois soldats Sri Lankais ont été touchés et un membre de la police civile nigérian a été tué.

Le Président Préval a attendu plusieurs jours avant de s'adresser à la nation en disant que « la violence ne résoudra pas le problème » et suggérant que cela aggraverait les problèmes. La population et le parlement furent manifestement insatisfaits de la manière dont le gouvernement prenait les choses en main, ce qui conduit 16 sénateurs (d'un sénat composé de 27 membres) à demander la démission du premier ministre. Samedi dernier, le 12 avril, sa seconde opportunité fut vaine et il fut destitué par une motion de censure du parlement. La réaction de Préval fut une fois de plus vague et alimente d'autant plus le climat d'incertitude de futurs progrès politiques.

³ "Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté DSNCRP" (2008-2010). November 2007, Republic of Haiti,

⁴ Les Tap-taps sont des camions de ramassage adaptés pour le transport et les services privés quotidiens

⁵ Selon l'ONU, les gangs criminels se sont réorganisés eux-mêmes, les personnages clés de Lavalas ont été vues dans ces manifestations "La fragilité de la situation en Haïti illustre le lien étroit entre stabilité politique et développement, souligne Hédi Annabi devant le Conseil de sécurité". CS/9292.

Leadership peu contesté

Depuis son élection en 2006, le président a obtenu le support ferme de la communauté internationale. Le gouvernement a été capable d'établir les conditions pour la croissance économique avec un PIB positif et une inflation contrôlée. Le pays démontre des résultats macroéconomiques satisfaisants dans l'ensemble, ce qui lui a permis de gagner l'appui des institutions financières et des bailleurs de fonds bilatéraux. Jusqu'aux derniers événements, les rapports sur la reprise économique d'Haïti étaient optimistes, mais toujours accompagnés d'une note de réserve.

Cependant, le silence du président durant les moments les plus graves des émeutes amène à réfléchir sur son engagement d'une reprise inclusive pour le pays. Son discours initial avait peu à offrir à une population affamée et en colère, puisqu'il a seulement évoqué des solutions à long terme, et demandé aux fonctionnaires qui ont obtenu cette année une hausse de 35% de leur salaire, de partager avec leurs « frères et sœurs ». Il a également blâmé la situation sur la mauvaise gestion économique des 20 dernières années, dont 17 sous le gouvernement de Lavalas.⁶ Le président a évité de parler des dommages matériels et des compensations au secteur privé. Ce n'est que quelques jours plus tard, après de nouveaux soulèvements, que Préval a finalement annoncé que le gouvernement, avec les importateurs de riz, donnerait une subvention de 15% sur le prix du sac de riz. Les paroles et les actions de René Préval manquent de conviction et pourraient donner l'impression d'un retour à son ancien style anarco-populiste.⁷

De plus, le gouvernement ne s'est pas centré sur la création d'emplois, ces problèmes n'étant pas à l'ordre du jour dans le discours des autorités nationales durant ces deux dernières années. C'est seulement au mois de février dernier que le premier ministre Jacques-Édouard Alexis, alors face à sa première motion de censure, propose une enveloppe de 400 millions de gourdes pour les projets de main d'œuvre intensive. Il était peu clair par rapport à la mise en route de ces projets, et fut critiqué d'offrir si peu. Le taux de chômage est de 62% parmi les jeunes de 15 à 19 ans.

L'actuel Représentant spécial du Secrétaire général (SRSG) Hedi Annabi est devenu chef de la MINUSTAH en septembre 2007. Il était à New York lorsque la crise se développait en Haïti. Le SRSG a une énorme responsabilité dans les processus de maintien et consolidation de la paix, il reçoit également l'appui ferme de la communauté internationale. En plus de la planification stratégique et de la coordination, le SRSG peut être appelé à démontrer son leadership, ses dons de médiation et de négociation, jouant ainsi un rôle clé dans les processus politiques. Une étude récente souligne le fait que l'ONU manque de personnel formé dans ce domaine.⁸

En 2007, la situation de la sécurité à Haïti s'est améliorée visiblement, avec la hausse du nombre de policiers et la détention de plus de 750 membres de gangs armés. Des bidonvilles comme Cité Soleil et Martissant se sont libérés de l'oppression des gangs armés. Le nombre d'enlèvements a diminué substantiellement et un sentiment général de retour au calme revenu. Cependant, une nouvelle vague d'enlèvements a touché la capitale en janvier, février et mars.⁹ Selon le SRSG, il faudrait mettre plus d'emphasis sur le lien sécurité-développement, les Haïtiens n'ayant pas encore reçu les dividendes de la stabilité.¹⁰

⁶ Haïti-manifestations: René Préval, "propositions" et "vérités"; April 2008, <http://www.haitipressnetwork.com/news.cfm?articleID=9878>

⁷ Roc, Nancy., "Haïti: un an après les élections, quel espoir?", *La Chronique des Amériques*, May 2007, N°13.

⁸ Bah, Sarjoh., (et al), "Annual Review of Global Peace Operations 2008", a project of the Centre on International Cooperation, Lynne Rienner Publishers, 2008.

⁹ Une moyenne de 30 enlèvements par mois ont été enregistrés de décembre 2007 à mars 2008. "La fragilité de la situation en Haïti illustre le lien étroit entre stabilité politique et développement, souligne Hédi Annabi devant le Conseil de sécurité", CS/9292, Report to the Security Council, 5862e.

¹⁰ "La fragilité de la situation en Haïti illustre le lien étroit entre stabilité politique et développement, souligne Hédi Annabi devant le Conseil de sécurité". CS/9292 Report to the Security Council.5862e séance – matin. <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/EGUA-7DHS3V?OpenDocument&rc=2&emid=ACOS-635P2>

Ni le leadership du président ni celui du SRSR n'ont été remis en question lors de ce dernier épisode de violences, alors que les deux détiennent une influence considérable sur le succès ou l'échec du processus en Haïti, ayant également la responsabilité d'impliquer la population et la communauté internationale dans l'avenir du pays.

Impact sur le processus de stabilisation

La crise alimentaire est un revers important au processus de stabilisation en termes de sécurité, de récupération socio-économique et politique. Au delà du problème de prix des aliments, la légitimité du gouvernement et celle de la communauté internationale se sont détériorées. Dans son dernier rapport au Conseil de Sécurité, Hedi Annabi souligne les tensions entre le gouvernement et le parlement et l'érosion de l'opinion publique. Il rappelle également au Conseil de Sécurité qu'en dernier lieu, le progrès politique incombe aux Haïtiens.

Les dommages matériels et les conséquences économiques des émeutes sont un désastre pour le pays, et auront des incidences sur la récupération à long terme. Lors de la crise, les dommages causés en une journée par les émeutiers auraient coûté 10 millions de dollars, et la paralysie du pays durant sept jours représente une perte de 100 millions de dollars à l'économie déjà durement touchée d'Haïti. Le gouvernement n'est pas en mesure de protéger les actifs et les investissements du secteur privé, et ne veut pas en prendre la responsabilité. Les troubles ont gravement affecté la situation économique, et ils risquent d'éloigner les investisseurs durant un certain temps.

En ce qui concerne la sécurité, la capacité de l'état à neutraliser les émeutiers est similaire à celle de 2004, pratiquement nulle. Le taux élevé de possession d'armes reste une grande menace pour la population. La Police Nationale Haïtienne (PNH) s'est améliorée grâce au plus grand nombre d'officiers et à une force plus largement contrôlée, mais elle a encore besoin de l'appui d'une force internationale.¹¹ Le PNH a été aussi critiquée pour son manque de professionnalisme dans la protection des droits et des biens de la population, ainsi que pour sa gestion générale de la situation.¹²

Une situation critique quelques semaines avant la Conférence Internationale des Bailleurs de Fonds

La réunion de haut niveau qui réunit les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux avec le gouvernement d'Haïti était programmée pour les 24 et 25 avril, mais a dû être reportée. À partir de l'élaboration du Document Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (2007-2010), il manque une somme considérable de 3.9 milliards de dollars pour sa mise en œuvre. Pourtant, une emphase plus importante sera mise sur les mécanismes de coordination entre les bailleurs car la totalité des sommes auparavant promises n'a pas été déboursée.

De nombreux pays ont déjà réagi à l'augmentation du prix des aliments, soit en promettant des fonds, comme la France (800.000€), soit en contribuant aux fonds d'organisations multilatérales (comme le Canada via le PAM), soit en important des aliments (le Brésil a expédié 14 tonnes en aide d'urgence et d'aliments) ou en accordant une subvention de 10 millions de dollars comme la Banque Mondiale, pour aider à faire face à la crise.¹³ Il n'est pourtant pas facile de

¹¹ "La fragilité de la situation en Haïti illustre le lien étroit entre stabilité politique et développement, souligne Hédi Annabi devant le Conseil de sécurité". CS/9292 Report to the Security Council 5862e séance – matin.

¹² RNDDH, "Position du RNDDH par rapport aux mouvements de protestation contre la cherté de la vie Déclaration de Pierre Espérance", 09 April 08. http://www.rnddh.org/breve.php?id_breve=53

¹³ *UN Daily News* from the United Nations News Service, 14 April 2008.

savoir à qui bénéficieront ces grandes sommes d'argent; à ceux qui cherchent à nuire à la paix, au gouvernement ou à la population, la vraie victime de l'augmentation des prix.

Le Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté cherche à stimuler le secteur agricole en employant 10% du total des fonds et 24% des fonds destinés aux vecteurs de croissance.¹⁴ Le gouvernement haïtien a toujours revendiqué l'investissement dans l'agriculture, dû à la dépendance d'une grande part de la population rurale sur la production et ses revenus. La communauté internationale n'a pourtant jamais accordé beaucoup d'importance à l'amélioration de la productivité de ce secteur et à le mettre au cœur de la récupération économique, fort probablement parce que les USA exportent actuellement 200.000 tonnes de riz à Haïti. Ces exportations ont déjà miné la capacité locale de production, au point qu'Haïti est loin d'être capable de produire du riz pour suffire à la demande nationale.¹⁵ Haïti est le quatrième pays importateur de riz des USA, après le Japon, le Mexique et le Canada.¹⁶

René Préal se doit de présenter un nouveau premier ministre, et le gouvernement pourrait changer. Ces facteurs coïncident avec de possibles élections pour un tiers du Sénat, le 18 mai. Le ministre des Finances affirme que la crise alimentaire n'affectera pas la stabilité d'Haïti, disant que « les programmes sont en place pour stimuler l'agriculture, créer des emplois qui généreront des salaires aidant ainsi la population à faire face au coût de la vie ». ¹⁷ Certains Haïtiens veulent des changements radicaux aux politiques économiques néolibérales, et demandent une réorientation des politiques économiques sociales. Le nouveau premier ministre devrait annoncer l'orientation du gouvernement à ce sujet.

Cet épisode violent et coûteux dans le processus de stabilisation aura mis en évidence des problèmes clés pour l'avenir du pays. La combinaison de facteurs tels que le nombre élevé d'armes dans le pays, l'instabilité politique persistante et le faible leadership pourrait provoquer de nouvelles émeutes meurtrières à tout instant.

Les commentaires de FRIDE apportent une analyse brève et concise des sujets actuels dans les affaires internationales en matière de paix et sécurité, démocratisation, droits de l'homme, action humanitaire et développement. Plus d'information sur FRIDE, et ses publications sont disponibles sur www.fride.org

Le point de vues exprimé par les auteurs des documents publiés sur ce site Internet ne reflète par nécessairement l'opinion de FRIDE. Si vous souhaitez faire des commentaires sur les articles et d'autres suggestions, merci de nous joindre à comments@fride.org

Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior
C/ Goya, 5-7 pasaje 2ª - 28001 Madrid - Telf: 91 244 47 40 - Fax: 91 244 47 41 - E-mail : fride@fride.org
www.fride.org

¹⁴ "Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté DSNCRP" (2008-2010). November 2007, Republic of Haiti, <http://www.mpce.gouv.ht/dsncrpfinal.pdf>

¹⁵ "Pas de solution à court terme contre la faim": <http://www.lenouvelliste.com/article.php?PubID=1&ArticleID=56335&PubDate=2008-04-11>

¹⁶ Dobbs, Michael., "Free Market Left Haiti's Rice Growers Behind" Washington Post Foreign Service, 13/04/2000.

¹⁷ Christie, Michael., "Haiti not descending into instability", The Miami Herald, <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/KH11-7DJ3M5?OpenDo>